

**Intervention de Michel MINVIELLE**

*Conseiller départemental de la Vallée de l'Ousse et du Lagoin  
Au nom du groupe de la gauche départementale*

Monsieur le Président, chers collègues,

Tout d'abord, je salue ce rapport au nom du groupe de gauche et la volonté du Département de s'inscrire dans le plan national pour l'habitat inclusif, porté, en partenariat avec l'Etat et la CNSA.

C'est d'autant plus intéressant que ce programme s'inscrit dans une volonté de redynamisation des centre-ville et des centre-bourg en se plaçant réellement du côté des personnes âgées ou handicapées, où qu'elles vivent.

L'instauration de l'Aide à la Vie Partagée, nouvelle prestation pour les personnes faisant le choix de vivre dans un habitat inclusif est un bon moyen incitatif et une manière de créer du lien social pour là aussi, agir en faveur de l'autonomie.

Il est nécessaire de faire bouger les lignes pour ouvrir la porte à un habitat choisi pour les personnes en situation de dépendance ou de handicap.

Aujourd'hui, il existe plusieurs solutions d'habitat, les personnes qui le souhaitent doivent pouvoir accéder à l'intégralité de cette panoplie, et ne pas être cantonnées à un certain type. Ce sont avant tout des personnes, qui peuvent vouloir vivre en habitat partagé mais aussi dans un logement adapté, seul ou en couple, dans un village ou au cœur d'une ville...

Le chemin est encore long, car des obstacles subsistent.

Les conditions d'accès à la Prestation de Compensation du Handicap restent fastidieuses, longues et ne prennent pas en compte la totalité des frais subis liés aux handicaps.

Idem pour l'Allocation pour les Personnes Agées, dont les retards compliquent clairement la situation des familles dans notre département.

Et puis, je ne m'y attarde pas, l'accès à des services d'aides à domicile formées et qualifiées parce que justement rémunérées.

S'il faut donc se réjouir de cette nouvelle solution d'habitat inclusif, nous ne devons pas oublier l'abandon irresponsable, par ce Gouvernement, de la Loi Grand Age.

La mobilisation nationale n'est pas à la hauteur des enjeux du vieillissement de la population.

Même si récemment, des mesures ont été mises en place pour revaloriser les salaires dans ce secteur, comme l'augmentation de 183 euros par mois accordée aux soignants dans les EHPAD lors du Ségur de la Santé, ou la revalorisation des salaires de l'aide à domicile pour les structures associatives dans l'avenant 43 du 2 juillet, une réforme en profondeur du secteur est attendue.

Pour cela, il faudrait une impulsion au plus haut niveau.

Nous ne sommes plus en mesure aujourd'hui de toujours traiter avec dignité les personnes âgées ou handicapées et la représentation que nous ont laissée les conséquences de la crise sanitaire dans les EHPAD, dans le renforcement de l'isolement des personnes âgées ou handicapées, nous oblige à réagir.

Nous voterons donc pour ce rapport, qui va dans le bon sens d'une société où chacun a sa place.

Néanmoins, je ne pourrai conclure mon intervention sans revenir sur ce qui restera comme l'un des points noirs de la politique gouvernementale en direction du monde du handicap.

L'Assemblée Nationale vient à nouveau, le 2 Décembre, de dire NON à une individualisation de l'Allocation Adulte Handicapé.

Lors de notre dernière session, notre Groupe avait proposé une motion réclamant cette individualisation et pointant la responsabilité du Gouvernement et de sa majorité dans ce refus d'une revendication portée par l'ensemble des acteurs et des associations travaillant sur les questions du handicap.

Si un consensus s'était fait jour sur le bien fondé de cette demande, on nous avait rétorqué que cette motion était d'ordre politique car, nous avons commis le crime de lèse-majesté de critiquer, en la matière, la politique gouvernementale.

Certes, on peut comprendre la position des forces politiques et des élus qui soutiennent ce gouvernement mais que dire des collègues élus républicains qui ont refusé de voter notre motion !

Décidément, le Monde Politique est surprenant et sa cohérence n'est pas son point fort !!

Pour conclure, nous constatons que le Gouvernement a fait le choix de rajouter l'injustice sociale au Handicap.

Nous le regrettons avec force !

Néanmoins, je suis persuadé que dans un temps assez rapproché, l'individualisation de l'AAH verra le jour car c'est le sens de l'histoire et un jour viendra où cette marque de mépris et d'humiliation pour les personnes en situation de handicap prendra fin.

Je vous remercie.